

SUD OUEST

« Il faut être de quelque part »

A LA UNE ENVIRONNEMENT

Publié le 02/11/2017 à 3h41.



Pour Jean-Michel Le Boulanger, « on ne peut envisager une démocratie apaisée sans laisser place à la diversité ».

PHOTO DR

PREMIUM

Le vice-président de la Région Bretagne sera en conférence à Hendaye, demain soir.

RECUEILLI PAR FABIEN JANS

f.jans@sudouest.fr

Lorsqu'il a programmé sa série de rencontres et conférences dans le cadre du projet « Zara », Peio Serbielle ne se doutait sans doute pas combien la première d'entre elles trouverait écho dans l'actualité.

Demain (1), sur les bases de son « Manifeste pour une France de la diversité » (2), Jean-Michel Le Boulanger viendra à Hendaye présenter ce plaidoyer pour une République multiculturelle assumée. Le vice-président de la Région Bretagne y prône une décentralisation de fait, pour le renforcement du pays, sans crainte d'un affaiblissement du pouvoir central.

« Sud Ouest » Vous citez à plusieurs reprises, dans votre manifeste, Édouard Glissant et sa « Philosophie de la relation ». Quelle est-elle ?

Jean-Michel Le Boulanger Cette pensée dit que ce n'est pas dans la dilution de nos différences dans un grand tout uniforme que l'on peut construire, mais dans l'enrichissement au travers de ces particularismes. C'est tout l'inverse de ce qui a été fait en France depuis le XIXe siècle. Et c'est cette peur de la différence, matérialisée dans les discours de figures politiques telles Nicolas Sarkozy ou Marine Le Pen, qui mène aux graves tensions que nous connaissons aujourd'hui. La France est plurielle, mais elle a du mal à se l'avouer.

Vous partez de l'exemple breton. Qu'est-ce qu'être Breton aujourd'hui ?

Être Breton, c'est se sentir concerné par le territoire. Pas besoin d'établir une descendance de cinquante générations en arrière. On parle ici de privilégier le droit du cœur et de l'engagement, au droit du sol et du sang. Il n'y a pas davantage de pureté originelle à rechercher chez un Breton qu'un Français. Mais il y a un équilibre à trouver, en conscience de l'histoire dont se nourrit ce territoire, pour avancer et aller vers les autres. Cette base est nécessaire dans un monde où, alors que l'on est informé sur tout, que l'on peut s'approprier une culture dont les origines se situent à des milliers de kilomètres, on a sans aucun doute besoin d'être de quelque part.

Pour vous, le récit français a besoin d'être réécrit. En quels termes ?

Nos ancêtres les Gaulois, c'est presque comique. La France n'a jamais été unique. C'est une mosaïque que le discours extrêmement fort imposé au XIXe a eu tendance à effacer au profit d'une Histoire uniformisante, sans aspérité. Aujourd'hui, nous devons tout reconnaître. Notamment le fait que cette racine unique dont on nous parle n'existe pas. Si dans le roman français, on ne laisse aucune place à la diversité, comment aujourd'hui pouvons-nous envisager une démocratie apaisée ?

Votre manifeste déroule un discours très philosophique. Comment envisagez-vous son application concrète ?

Il faut enfin penser la décentralisation comme un acte majeur d'une politique de développement durable. Qui mieux que les élus locaux, peuvent mener l'aménagement de leur propre territoire. Laquelle englobe les problématiques économiques, industrielles, culturelles, géographiques. Ceci, dans toute la diversité des territoires français, ne peut être envisagé depuis Paris. Il faut donner plus de moyens aux régions, tout en conservant à l'État la responsabilité de légiférer sur les lois communes régissant la vie de notre pays. En Europe, les exemples ne manquent pas. À l'image de l'Allemagne, dont le découpage des länder ne s'est pas opéré sur une base démographique, mais davantage sur des bassins de vie édictés par l'histoire et la culture. Ainsi la Bavière peut-elle compter 12 millions d'habitants quand celui de Brême n'en compte que 750 000.

Vos adversaires pourraient vous rétorquer qu'en donnant plus d'indépendance aux territoires, on aboutit à la situation de la Catalogne. Que leur répondez-vous ?

Ce que je trouve terrible, c'est l'incapacité totale à établir un dialogue. Le gouvernement espagnol n'est pas parvenu à se placer au-dessus de lui-même. Depuis l'obtention des statuts d'autonomie en 2006, acceptés par l'ensemble des rouages démocratiques, il semble que le PP a tout fait pour minimiser leur portée. Au final, on s'aperçoit qu'à partir du moment où l'on suscite des crispations, les nationalismes ressurgissent. Nous avons aussi connu cela en

France. Et pour moi, tous les nationalismes sont à bannir. Il faut arrêter de vouloir hiérarchiser. Je suis Breton et Français, pas l'un ou l'autre.

Quelle est la position d'Emmanuel Macron sur cette question de la décentralisation ?

Le candidat Macron avait tenu un discours plein d'allant sur la question. Il semble que le président ne soit plus tout à fait sur la même ligne. On le perçoit avec des décisions comme la suppression de la taxe d'habitation qui peuvent être ressenties comme des attaques envers l'autonomie des collectivités locales. Le président de la Région Bretagne a rencontré le Premier ministre. Il lui a dit que la Région est prête à se lancer dans des expérimentations autour de la décentralisation. Édouard Philippe s'est montré intéressé. Espérons qu'une fois les gages donnés à l'Europe en termes de gestion de la dette, le président reviendra vers une vision plus ouverte.

(1) À 19 heures, auditorium Antoine-d'Abbadie. Gratuit.

(2) « Manifeste pour une France de la diversité », éditions Dialogues.